

Défendons nos libertés contre l'ordre moral

Depuis deux mois le courant catholique intégriste fédéré par l'Institut Civitas mène campagne contre des pièces de théâtre qu'il juge « blasphématoires ».

Epaulé par des groupes violents, racistes, antisémites et hostiles aux musulman-e-s comme le GUD, le Renouveau français ou l'Action française, il s'efforce de perturber la représentation de ces pièces par tous les moyens (intrusion dans le Théâtre de la Ville et agressions de spectateurs, prières de rue, utilisation de moyens de sonorisation puissants comme à Toulouse...).

Après s'être attaqué à *Sur le concept du visage du fils de Dieu* de Romeo Castellucci, il s'en prend à *Golgotha pic-nic* de Rodrigo Garcia. Il ne compte pas s'en tenir là puisqu'un des porte-parole de Civitas a annoncé fin octobre qu'il contesterait toutes les œuvres qu'il juge « blasphématoires ».

Ces catholiques intégristes veulent une France et une Europe « chrétienne et qui le reste » comme ils l'ont déjà déclaré, c'est-à-dire une société raciste débarrassée de ses migrant-e-s et où la religion occuperait une place centrale.

L'extrême droite constitue une menace à la liberté de création et d'expression. A chaque fois qu'elle a dirigé une ville ou un état, elle s'est employée à interdire des spectacles et à retirer des bibliothèques des ouvrages contraires à son idéologie, voire à les brûler.

Dans le cas présent, nous savons bien que ces mouvements veulent avant tout occuper la rue pour propager leur idéologie de haine et d'intolérance, en utilisant au besoin la violence afin d'intimider celles et ceux qui pensent autrement. C'est ce qu'ils ont fait en 1989 en incendiant le cinéma qui diffusait *La Dernière tentation du christ* de Martin Scorsese à Saint Michel.

Face à cette offensive violente et coordonnée :

- Nous récusons l'usage de la notion de « blasphème », terme d'un autre âge qui vise à interdire de fait toute critique rationnelle de la religion et à en faire un délit afin d'obtenir la soumission des populations à un ordre autoritaire et obscurantiste ;
- Nous dénonçons une stratégie d'un groupe de pression affilié à l'extrême droite qui vise à faire reculer les libertés et les droits dans tous les domaines (contraception, IVG, liberté sexuelle, programmes scolaires, culture...) contre les jeunes, les femmes et les travailleurs-ses ;
- Nous rejetons également avec la plus grande fermeté un discours identitaire et pseudo-laïque stigmatisant les migrant-e-s, dénigrant les artistes et les enseignant-e-s, mais aussi visant à affaiblir la séparation des églises avec l'état et donc une laïcité émancipatrice à laquelle nous sommes attaché-e-s. Cela relève d'une stratégie de diversion et de division des travailleuses et travailleurs afin de pouvoir les écraser par des politiques d'austérité et de destruction de leurs droits. Le pouvoir actuel, la droite et l'extrême droite se partagent largement cette responsabilité. En laissant l'extrême droite perturber plusieurs spectacles, voire même en lui apportant une protection policière, le pouvoir contribue à bafouer la liberté de création artistique.

Face à ces menaces et à une volonté de s'approprier l'espace public, nous appelons les jeunes, les femmes, les travailleurs-ses, les artistes et créateurs-trices et plus largement la population parisienne à se mobiliser fortement pour faire échec au danger que représente l'extrême droite en participant

à la manifestation

Dimanche 11 décembre

15 h00, place Saint Michel

Premiers signataires : Action antifasciste Paris banlieue, Les Alternatifs, Alternative libertaire, Fédération anarchiste, Nouveau parti anticapitaliste, SUD Culture, SUD Etudiant, Parti de gauche, CNT Culture spectacle Région parisienne, Solidaires Paris, Parti communiste français Paris, FSU 75